

Intervention du SNFOLC au congrès de l'UD FO du Tarn

Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du syndicat Force Ouvrière des lycées et collèges du Tarn, syndicat qui se porte bien puisque chaque année le nombre de nos adhérents augmente.

Comme vous le savez notre secteur d'activité, mais ce n'est pas le seul, notre secteur est très fortement impacté en ce moment par la volonté gouvernementale de remise en cause des services publics.

Il y a bien évidemment la très mal nommée loi « école de la confiance » du sinistre Blanquer, qui s'attaque à l'école maternelle et primaire pour détruire l'école communale. Cette même loi Blanquer s'attaque bien sûr aussi aux enseignants du second degré, des collèges et des lycées à travers l'article 1 destiné à museler les enseignants sur un registre digne de la période de Vichy, elle s'attaque aux collèges avec la mise en place des EPSF (Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux).

Il y a aussi le plan de fermeture des Centres d'Information et d'Orientation pourtant indispensables aux jeunes et à leurs familles. Dans le département le CIO de Gaillac a fermé mais les autres, Albi et Castres sont menacés.

Mais il y a aussi les réformes des lycées et du baccalauréat.

Remise en cause de l'enseignement professionnel pour livrer les jeunes sans qualification au patronat !

Destruction des séries du bac pour soit disant permettre à chaque jeune en choisissant ses propres spécialités de se construire son propre bac à lui !

Non seulement il s'agit d'un mensonge, car il n'y aura pas de liberté de choix des enseignements de spécialité car ils ne sont pas tous offerts, ils ne pourront pas tous être pris, ou alors en cours par correspondance, quel progrès !

De plus qui dit bac individuel dit liquidation des garanties collectives, liquidation du diplôme national, base des conventions collectives !

Mais surtout le résultat de tout cela : chaque jeune devient l'auto entrepreneur de sa propre formation ! Chaque jeune, chaque famille est responsable de sa propre formation !

S'il a fait les mauvais choix, tant pis pour lui !

S'il a choisi des enseignements de spécialité qui ne sont pas ceux que veulent les établissements d'enseignement supérieur, tant pis pour lui, avec parcoursup, pas de place dans l'enseignement supérieur !

Il s'agit donc de tout de suite soumettre les jeunes à ce qui les attend tout au long de leur vie de travailleurs

Chacun est responsable de sa propre employabilité !

Chacun sera responsable de sa future retraite !

Finalement c'est l'uberisation totale de la totalité de la vie !

Dans cette situation la question essentielle qui nous intéresse, nous syndicalistes, c'est comment empêcher Blanquer et le gouvernement d'aller jusqu'au bout dans sa politique destructrice. Comment sauver les droits et garanties collectives que nos aînés ont réussi à obtenir par leurs combats, avec leurs organisations syndicales.

Notre méthode à nous, méthode qui est l'héritage de l'histoire du mouvement ouvrier, c'est la constitution du rapport de force, constitution du rapport de force qui peut aller, lorsque cela est nécessaire jusqu'à la grève et la grève jusqu'à satisfaction des revendications.

Dans mon secteur, depuis de nombreux mois, les élèves et les enseignants des lycées se sont mobilisés contre les réformes du lycée et du bac.

Ca a commencé par les élèves, tous nous savons ici l'énergie que le gouvernement a mis à organiser

la répression pour empêcher que les jeunes se mobilisent, nous avons tous vu les photos de ces jeunes agenouillés les mains sur la tête pendant des heures, ces jeunes ont été les premières victimes des gazages systématiques et des LBD.

Des mouvements divers ont suivi, démission des profs principaux, nuit des lycées, note 20/20 à tous les élèves, actions symboliques diverses se sont développées.

Il faut le dire mes camarades, certaines organisations dites syndicales ont encouragé nos collègues à se lancer dans ces actions.

En encourageant cela ils ont évité de poser la question de l'organisation de la grève et ils ont finalement empêché les collègues de se poser la question de la grève.

Cela pose de nombreux problèmes :

Tout d'abord ce type d'action, ce sont pas nature des actions individuelles, mettent les collègues en situation de fragilité face à la hiérarchie. Les collègues risquent de sérieux problèmes et le ministère commence à s'en prendre aux collègues.

Bien évidemment même si nous n'avons pas encouragé ce type d'action , le syndicat défendra jusqu'au bout ces collègues.

Mais aussi, finalement, ce type d'action n'a pas permis de faire reculer le ministre. Nous sommes convaincus que face à une telle détermination du ministre et de l'ensemble du gouvernement, il faut la grève, la grève jusqu'au bout, la grève pour gagner.

Aujourd'hui, la mobilisation de nos collègues du premier degré repose dans nos établissements cette question, la question de la grève.

Certes la grève ce n'est pas quelque chose de facile, certes la grève a des conséquences financières, certes la grève demande beaucoup d'énergie.

Mais la grève est un droit, le droit de grève est garanti, être en grève, de manière collective, avec l'organisation syndicale donne des droits, la grève protège, en tout cas elle protège beaucoup plus que les initiatives diverses dont je vous ai parlé.

Ces réflexions que nous avons aujourd'hui, les personnels des établissements du second degré les mènent dans leurs établissements

Mes camarades, ces réflexions nous devons aussi les avoir ici.

Au moment où le gouvernement veut détruire la fonction publique,

Au moment où le gouvernement s'apprête à détruire les retraites par répartition,

Il nous faut préparer le rapport de force,

Il nous faut préparer la grève, la grève pour gagner !

Mes camarades c'est l'enjeu qui est devant nous.

Vive l'Union départementale Force Ouvrière du Tarn !

Vive la CGT Force Ouvrière !